

## LE DÉFI...

C'était à Rome, le 18 juillet 2003, au siège de la présidence du conseil, Giscard d'Estaing présentait le projet de Constitution européenne à Berlusconi. Les deux hommes étaient d'humeur légère, malgré la canicule. C'est alors qu'une petite mouche insolente se mit à tournicoter autour du Français. À peine se fut-elle posée sur la table que d'un geste précis et mussolinien l'Italien l'écrasait avec la copie du projet de traité. «*C'est la première victime de la Constitution*» lançait Giscard d'Estaing devant un auditoire hilare.

Pour authentique qu'elle soit l'anecdote méritait plus d'attention. L'ancien président ne parle pas en vain. On se souvient de cet «*au revoir*» théâtral de 1981. Effectivement, il est revenu. Ce n'est pas seulement un artiste qui joue de l'accordéon, revendique un siège à l'Académie comme auteur d'un court roman, il a quelque chose d'un prophète, tel un Confucius moderne aux yeux plissés, au crâne ovoïde.

Pourtant le personnage ne fait pas entièrement l'unanimité. Le pape ne l'aime pas: c'est sous sa mandature que fut votée la loi autorisant l'I.V.G., aujourd'hui il refuse d'inscrire dans son projet de Constitution une référence explicite au christianisme. Catholique pratiquant, il n'en demeure pas moins homme politique: il accorde davantage d'importance au contenu qu'au contenant. Sa Constitution est la parfaite mise en œuvre du principe de subsidiarité édicté par l'encyclique «*Quadragesimo anno*». En effet, outre la fixation du nombre de membres composant le Parlement et la Commission (15 sur 27 pays), le champ d'application de la majorité qualifiée, l'institution d'un ministère des Affaires étrangères et de la sécurité, la désignation d'un président permanent de l'U.E., la représentation unique au F.M.I. et à la Banque Mondiale, la Constitution stipule en exergue: «*La Constitution et le droit adopté par les institutions de l'Union dans l'exercice des compétences qui lui sont attribuées ont la primauté sur les droits des États membres. ... La décision européenne est obligatoire dans tous ses éléments*».

C'est dire combien deviennent dérisoires les pantalonnades politiciennes sur la meilleure façon d'appliquer les directives de Bruxelles qui déjà régissent progressivement nos vies quotidiennes. C'est la commission de Bruxelles qui impose la transformation des services publics en entreprises privées labellisées «*services d'intérêt général*». C'est à Bruxelles que se détermine la politique commune agricole, les champs d'application de la TVA, la rémunération du livret A indexée sur les taux d'intérêt de la Banque européenne, la privatisation de l'E.d.F.-G.d.F., l'ouverture du capital de France Télécom et d'Air France, le remboursement des aides octroyées à Bull, c'est Bruxelles qui réfute le plan français de sauvetage d'Alstom, Bruxelles qui ne recule devant aucun détail, jusqu'aux directives sur la chasse aux canards en Brière.

Mais au premier rang des exigences de Bruxelles figurent les réformes dites structurelles:

- celle des retraites, présentée comme un allongement indispensable du temps de cotisations, en fait une quasi-obligation de s'assurer en fonds de pension;
- celle de l'assurance maladie, promise pour 2004 par Raffarin à Bruxelles, déjà bien entamée par les restrictions criminelles depuis 20 ans: réduction de lits et d'effectifs, fermetures d'hôpitaux, gel de crédits aux maisons de retraite, réduction de l'A.P.A. ...avec pour premier bilan l'hécatombe de 15.000 assurés onéreux. Comme des mouches, selon la parabole de Giscard;
- enfin pour 2005, l'éducation nationale, avec ce ballon d'essai, mal apprécié, du L.M.D. européen. Une pseudo-harmonisation qui organise la dévaluation des diplômes sous couvert d'autonomie et de régionalisation.

Car la décentralisation, la régionalisation est l'outil qui sert à briser les codes et les statuts nationaux au son joyeux de la bourrée, de la gavotte et du jabadao. Le modèle américain fournit des résultats édifiants en ce domaine. Alors que le déficit du budget fédéral atteint 500 milliards de dollars, que l'économie de guerre se porte bien et voit de beaux jours en perspective grâce au droit d'ingérence au nom du Bien, que le gouvernement Bush réduit les impôts fédéraux, les États, qu'on peut comparer aux régions européennes, accusent un marasme galopant. De l'Arkansas à l'Oregon il a fallu augmenter les impôts, la taxe sur le tabac, assumer les dépenses de santé, fermer des hôpitaux ruraux, rogner sur les maisons de retraite, les crédits des écoles, écourter l'année scolaire faute de fonds, libérer des prisonniers faute de place, suspendre des constructions routières ... «*Cinquante États au bord du gouffre financier*» titre le Washington Post. Si nous n'en sommes pas tout à fait là en Europe c'est qu'il subsiste encore des budgets nationaux comportant des charges résiduelles à caractère social. Mais certains d'entre eux posent problème, c'est pourquoi le premier pair de France, toute honte bue, dut prendre son bâton de pèlerin et se rendre à Canossa, en pleine canicule, pour plaider devant la Commission de Bruxelles. Il dut promettre de poursuivre, après celle des retraites, les satanées réformes structurelles, celle de la sécu, puis de l'Éducation nationale, de l'assurance chômage ... pour qu'en 2005 le déficit repasse sous la barre des 3%. Il devra rendre des comptes, selon un calendrier précis, à la dite Commission, tant il est vrai que le budget des Français, ex-peuple souverain, est désormais décidé à Bruxelles, sous la menace d'une amende de 3 milliards d'euros.

Il ne faudrait pas pour autant, obnubilés par les méfaits des bas étages, ignorer le sommet de l'édifice et confondre des commissaires zélés avec les Docteurs de la Loi. C'est l'OCDE qui réclame de freiner l'évolution du SMIC, c'est l'O.M.C. qui impose la fin du moratoire de l'U.E. sur les O.G.M.. Si le livret A est tributaire de la B.C.E., celle-ci applique la baisse générale des taux décidée par le F.M.I. et la Banque Mondiale. C'est le F.M.I. qui calcule pour la France que la réforme des retraites ne résoudra que 2/5 de l'impact du vieillissement sur le budget public. C'est lui qui exige des mesures sur le système de sécurité sociale dès la loi de finances de 2004, en même temps que la réduction des cotisations ... Ainsi fonctionne le mécanisme de la subsidiarité, super-structure politique de l'offensive économique du grand capital appelée Mondialisation.

Il y a bien matière à convier au *Forum Social Européen* un peuple inquiet disposé à écouter les recettes des bateleurs alter-mondialistes. Entre les stands des 79 séminaires évoluait un parterre fleuri et varié. Il y avait le jeune joufflu du L.C.R.-L.O. qui préconise «*des confrontations sociales prolongées*», Attac qui accrédite la magie de la taxe Tobin, Delanoé et Fabius candidat à la candidature, Brouezec et Montebourg, Bové et Krivine, et Mamère, et Mgr Gaillot et Tariq Ramadan ... il y avait l'instituteur, le préfet, le facteur, la femme du pharmacien ... avec les pompiers, et les

compliments d'Alain Juppé. Il y avait aussi une séquence syndicale. Devant J. Monks, patron de la CES, Chérèque, virtuose des réformes structurelles, y est allé de son discours d'ouverture. Un honneur destiné à refaire un peu son blason. À son côté, le fidèle Thibault, plus à l'aise que sous les sifflets de Marseille au mois de juin. Mais dans ce genre de festivités les interludes syndicaux sont relégués à l'arrière scène, les feux de la rampe appartiennent aux pop stars tel l'icône moustachu. C'est d'ailleurs fait pour cela.

On conçoit le désarroi qui suivit, cet été, la fin de non recevoir de Thibault à la proposition de grève générale massivement réclamée par les grévistes et formulée par Blondel à Marseille. En désespoir de cause ne pourrait-on pas établir un dialogue entre mondialistes et alter-mondialistes? D'autant plus facile que les uns et les autres s'interpénètrent tellement que le dialogue pourrait se réduire à un soliloque de ventriloque. «*Humaniser*» la mondialisation, c'est à dire humaniser le capital, c'est à dire humaniser son moteur, le profit... comme si le profit n'était pas par essence une invention «*humaine*»! Depuis la nuit des temps le capital, dès son état embryonnaire, s'est construit sur l'exploitation de l'homme par l'homme. Les démocraties antiques qui nous servent de modèle reposaient néanmoins sur l'esclavage. Le moyen âge fut celui du servage, puis vint la colonisation. Le capitalisme américain s'est nourri du sang des indiens et de la traite des noirs jusqu'au milieu du 19<sup>ème</sup> siècle. La révolution industrielle et le début du salariat s'appuyaient sur l'oppression d'une main d'œuvre sans défense, y compris infantine. Moins brutale depuis l'intervention des syndicats et les lois sociales d'après guerre, la révolution dite technologique se traduit quand même par de sévères licenciements dans des pans entiers de l'industrie: sidérurgie, mines, textile... Ne parlons pas des illusions de la «*nouvelle économie*», la bulle *high tech*, qui fait long feu. Le dernier substitut du capital pour sa survie c'est la mondialisation, qui implique la dérégulation tous azimuts afin d'abaisser les coûts salariaux. La guerre aux salaires prend différentes formes, la précarité des contrats (type RMA ou chèque emploi), la délocalisation dans les deux sens: construire des usines en Roumanie ou en Chine, importer une main d'œuvre roumaine pour construire le *Queen Mary* à St Nazaire... Mais des salaires bas signifient des pouvoirs d'achats bas, par conséquent des prix à leur portée, bas. C'est la spirale d'une politique déflationniste. Le bénéfice tiré sur chaque produit s'en ressent et les capitalistes compensent par le volume des ventes. Ce qui explique la fringale d'O.P.A., de fusions-concentrations, ce cannibalisme d'entreprises industrielles et commerciales afin d'atteindre au gigantisme susceptible d'affronter la concurrence désormais mondiale. Selon la banque américaine Goldman Sachs seulement 27 groupes devraient émerger de la mondialisation! Ce phénomène, la baisse tendancielle des taux de profit, conduit les capitalistes à investir en Bourse plutôt que dans l'économie. En moins de 6 mois, depuis le déclenchement de la guerre en Irak, le Nasdaq a bondi de 50%, les valeurs françaises de 40%. La sanction d'une déflation prolongée est la récession qui atteint déjà les économies allemandes, italiennes et néerlandaises. On assiste à une étape nouvelle dans l'histoire du capitalisme: la désindustrialisation, notamment dans les pays économiquement les plus développés. L'industrie française aurait perdu 150.000 emplois depuis 2002, on compte 24.810 faillites au 1<sup>er</sup> semestre 2003. Mais l'investissement en Bourse exige des capitaux. Les banques, les assurances (et demain les mutuelles phagocytées par elles) louchent d'un œil cupide sur les pactoles représentés par le budget des protections sociales: retraites et santé. Il n'y a pas l'ombre de méchanceté dans cette affaire et encore moins de bonté, mais le résultat d'un enchaînement de conséquences, de causes et d'effets que génère le développement du grand capital comme un cancer à l'échelle mondiale.

Il ne s'agit pas d'en éprouver un sentiment fataliste d'impuissance devant un déterminisme inéluctable. Il ne s'agit pas non plus de s'aveugler et de s'en remettre à un retour paisible à la 3<sup>ème</sup> république, ou au règlement amiable des conflits par le discours de syndicats co-législateurs

dans des commissions vertueuses. En réalité la formule «*exploitation de l'homme par l'homme*» à connotation morale et philosophique symbolise une réalité sociale, d'expression collective: l'exploitation des hommes d'en bas par les hommes d'en haut, pour plagier les termes de Raffarin. C'est à dire l'affrontement des classes. Et les hommes d'en bas jouent un rôle déterminant, non seulement en tant que producteurs mais en tant que consommateurs. Car le profit n'existe que si l'on achète.

Or, contre vents et marées médiatiques écrits, parlés et télévisés, les Suédois viennent de rejeter l'intégration à la zone euro pour sauvegarder une part de souveraineté, les Corses – qui l'eût cru – ont réfuté les sirènes consensuelles de la régionalisation autonomiste pour préserver les acquis républicains. Et voici qu'à leur tour les départements de la Guadeloupe et de la Martinique refusent la régionalisation. Les grèves massives du mois de juin auront laissé des traces dans les esprits et dans les cœurs... et des points d'interrogation. Pourquoi Thibault, sifflé pour avoir rejeté la proposition de grève générale, s'est-il fait ovationné au congrès du P.S.? Pourquoi avoir éparpillé la force des grévistes dans des journées d'action reconductibles jusqu'à l'échéance des vacances? Pendant que les grévistes défilaient dans les villes françaises 1 million d'Autrichiens manifestaient contre la réforme de leurs retraites, les Allemands contre les atteintes à l'assurance maladie et le recul de l'âge de la retraite, 1 million d'Italiens contre les mêmes projets qui menacent également les Anglais, les Portugais, les Espagnols. La fonction publique grecque se met en grève pour 48 h, les postiers anglais en grève sans préavis, les cheminots autrichiens en grève illimitée pour la défense de leur statut... sans parler de la grève nationale des fonctionnaires brésiliens contre la réforme de leurs retraites, tant il est vrai que les «*réformes structurelles*» dictées par le F.M.I. et la Banque Mondiale s'appliquent à tous les continents. Il ne suffit pas aux gérants du capital de s'en prendre à nos acquis les plus vitaux, encore faut-il qu'ils humilient les travailleurs avec une arrogance éhontée. En punition des 15.000 morts de l'été, ils devront travailler gratuitement un jour férié. En punition des victimes de la passerelle du *Queen Mary* une journée de deuil sera retenue aux Nazairiens. Les Français ne travaillent pas assez: leur niveau de productivité horaire est de 105,6 contre 100 en Amérique, ils travaillent 1.600 heures quand les Allemands en font 1.500. Les Français se goinfrent d'antibiotiques, le trou de la sécu atteindrait 10 milliards d'euros: les exonérations de charges patronales s'élèvent à 19,6 milliards d'euros. Un ministre à tête d'ange vient d'amputer cruellement nos retraites pour drainer l'épargne vers des fonds de pension (dont 59% des salariés américains ont vu les leurs périliter de 24% entre 2001 et 2002), la sienne, la retraite assurée de M. Fillon sera, d'après *l'Expansion*, de 43.300 fr. mensuels!

Par quel sortilège l'organisme qui s'intitule *Confédération Européenne des Syndicats* ne réussit-il pas à coordonner ces luttes, sachant qu'une grève générale à l'échelle européenne ferait voler en éclats les sacrés critères de convergence, d'ailleurs flexibles à l'occasion? Parce que la C.E.S. n'est pas faite pour ça. Cheville ouvrière de l'*Union Européenne*, sous-commission de la Commission et du Conseil, son rôle est d'accompagner les directives de Bruxelles, de les faire avaler aux classes ouvrières dispersées. Dans ce pourrissoir, Chèreque a sa place naturelle, là où se réalise l'humanisme chrétien par application du principe papal de subsidiarité. Petit fils spirituel de B. Frachon, Thibault, élevé dans la culture du syndicat-courroie de transmission, s'y sent chez lui, soutenu par les «*modernistes*» de la C.G.T. que viennent providentiellement renforcer, au pas cadencé, des fédérations, unions départementales, syndicats entiers de la CFDT. Quant à Force Ouvrière, héritière de la Charte d'Amiens, il est clair qu'elle n'a rien à faire dans cette galère, sauf à y perdre sa dignité... et sa raison d'être. Marc Blondel écrivait dans un éditorial de novembre: «*les responsabilités de la Confédération Européenne des Syndicats et de la Confédération Internationales des Syndicats libres sont énormes...*». Les siennes aussi évidemment. Ce pourrait être une formule annonciatrice d'un départ de la C.E.S., motivé et clarificateur...

L'avenir de l'humanité ne se résume pas à la fréquentation ou au boycott de la C.E.S., dira-t-on. Ce serait vrai si, par ailleurs, et en dehors de cette institution, les contacts étaient pris et les liens établis pour faire ce qu'elle ne fait pas. Il ne s'agit pas de mettre systématiquement en cause, sur un mode gauchiste anti-syndical, la confiance dans les responsables dûment mandatés. Mais il existe une tradition ancienne des anarcho-syndicalistes qui s'appelle les liaisons horizontales, qui autorise les fédérations entre elles, les unions départementales entre elles, les syndicats et les simples syndiqués à communiquer librement sans considérations hiérarchiques. Il se trouve certainement non seulement en France mais au sein de la FGTB belge, de l'ÖCB autrichienne, de la DGB allemande, de la CGIL italienne ... du niveau confédéral au niveau individuel des militants avides d'organiser la résistance contre l'union sacrée et de se rencontrer... à Zimmerwald par exemple.

Pourvu qu'elle ne se laisse bercer aux quatre vents de l'humanitarisme, de l'écologisme, de l'éducationnisme et du féminisme la nouvelle génération de militants anarchistes devra rassembler ses forces pour reconstruire une internationale, avec d'autres courants ouvriers. Nos adversaires, impitoyables, ne laissent pas le choix, c'est un défi.

**Serge MAHÉ**

-----

Extrait de la résolution adoptée par le congrès de l'U.D.-F.O. 44 (présidé par Marc Blondel):

*«Le 23ème congrès de l'union départementale CGT-FO considère que le temps est venu d'ouvrir la discussion sur notre appartenance à la CES qui œuvre ouvertement contre notre indépendance et pour l'intégration. Il se prononce pour l'ouverture du débat sur un éventuel regroupement à l'initiative de notre confédération, des organisations fidèles à l'indépendance syndicale».*

12 décembre 2003

-----